

# Étude sur l'intégration: Communes romandes choquées

**CONTROVERSE.** Vernier, Carouge (GE) ou Vevey (VD) sont – parmi d'autres – pointées du doigt pour leur problème d'intégration. Elles n'ont pourtant pas attendu la Confédération pour s'occuper de leurs étrangers. Une étude commanditée par l'Office fédéral des migrations (ODM) affuble certaines communes du bonnet d'âne de l'intégration. Scandalisées, elles contestent les données et regrettent que Berne ne semble pas reconnaître leurs efforts.

C'est avec neuf critères, tel le pourcentage d'étrangers, que le sociologue zurichois Michal Arend a calculé l'indice d'intégration des communes. Basé sur les chiffres du dernier recensement (2000), son travail doit permettre de déterminer quels quartiers bénéficieront de projets visant à éviter l'installation de ghettos.

«Que nous ayons 44% d'étrangers n'est pas contesté, vitupère Laurent Baillif, syndic de Vevey.

Mais nous travaillons sur les quartiers sensibles depuis 2001. Cette étude arrive comme la grêle après les vendanges!» Thierry Apothéloz, maire de Vernier, met en avant la richesse du tissu associatif de sa commune, qui permet à plus de 100 nationalités de cohabiter sereinement. «C'est parce que l'intégration est au cœur des préoccupations qu'elle réussit.»

L'ODM le concède, l'étude a été réalisée dans le cadre de la nou-

velle loi sur les étrangers. Michal Arend se défend toutefois de jouer le jeu de l'UDC. «Il faut relativiser les chiffres. Les indicateurs sont souvent cantonaux et incomparables. Il manque des éléments essentiels, comme ceux concernant l'aide sociale.» Et il souligne qu'il expose aussi les points positifs: «Ce n'est sûrement pas à Vernier et Renens qu'iront les subsides de la Confédération! Les structures y sont déjà bien en place.» **L.L./N.Z.**

